

MINUSCA : favoritisme, passe-droits et pratiques occultes !

Décidément, la République centrafricaine a le don d'attirer des personnages sulfureux. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que la Centrafrique n'a pas de chance. C'est à croire qu'un mauvais génie s'emploie méthodiquement à refourguer à ce pays en apparence béni des dieux tous ceux qui ont échoué ailleurs. Et pour ne rien arranger, la communauté internationale censé l'aider à s'en sortir a pris l'habitude de n'envoyer à Bangui que ce qu'il y a de pire en termes de ressources humaines. C'est incontestablement le cas de la Mission des Nations en Centrafrique (Minusca) où les dirigeants ne se montrent nullement à la hauteur des enjeux, tant dans le management, la philosophie du travail que l'engagement auprès de la population.

Le drame, c'est que la plupart du temps, le personnel politique centrafricain observe sans broncher, accepte ou s'accommode de ces écarts que les auteurs n'oseront pas commettre ailleurs.

Cela dit, il y a quelque chose de fondamentalement pourrie au sein de la Minusca. D'un côté, on a son chef, le Représentant du Secrétaire Général de l'ONU, le Sénégalais Mankeur Ndiaye, – un doux rêveur lorgnant le fauteuil présidentiel de Macky Sall même sans se raser –, qui passe le clair de son temps à répéter aux leaders nationaux que « **la communauté internationale a déjà trop dépensé de l'argent et qu'il ne faut plus tergiverser pour aller aux élections** », traduction en français facile : « tant pis pour les Centrafricains, même si les élections sont bâclées, ils s'en accommoderont ». On croirait entendre le président Faustin Archange Touadera. Si c'est cela le leadership de Mankeur Ndiaye, il faut plaindre les Sénégalais, dont il rêve conduire la destinée.

De l'autre côté, nous avons le directeur des élections, le béninois Arsène Gbaguidi ne figurant dans aucune base de données des Nations-Unies en tant qu'expert électoral, dont le seul état de service connu est d'avoir été à la direction de la section guinéenne de NDI, une institution électorale non gouvernementale proche des démocrates américains, qui se prévaut, criant sur tous les toits du monde, d'être le conseiller occulte le plus écouté à la fois du président Touadera que de son prédécesseur, Catherine Samba-Panza. Certaines sources nous ont indiqué que ce dernier se vante de répéter au président centrafricain, le jour, toutes les amabilités que l'ancienne cheffe d'État de la transition déverserait sur lui et le soir, devant cette dernière, il n'hésite pas à traiter son successeur de « chef d'État incompetent ». C'est le propre même des intrigants, me diriez-vous.

Selon nos informations, Arsène Gbaguidi, aurait été recruté à la Minusca au grade de P4 (fonctionnaire temporaire) sans aucune référence universitaire connue, seulement avec le soutien de l'ancienne directrice des affaires politiques, madame Barrie Freeman, également ancienne responsable de NDI. Intrigant hors pairs, il serait passé du grade de P4 à P5 sans aucun processus compétitif ; et se retrouve aujourd'hui au grade de D1, c'est-à-dire directeur, sans sacrifier aux exigences légales du poste. Nos sources soutiennent qu'aucune diligence n'a été réalisée par Mankeur Ndiaye avant le recrutement de ce dernier comme directeur des élections. Cerise sur le gâteau des passe-droits de la Minusca, Arsène Gbaguidi ne parlerait pas anglais, alors que c'est une condition éliminatoire à ce niveau de responsabilité.

Faut-il le rappeler, la mission principale de la Minusca est d'aider la République centrafricaine à retrouver la stabilité, donc à jeter les bases d'un État de droit. Et cela passe nécessairement par la bonne tenue des processus électoraux engageant l'avenir du pays. C'est dire que pour la Minusca, le niveau d'exigence en termes d'éthique et d'intégrité morale devait se situer à un très haut niveau. Alors question : est-il normal de confier la direction des affaires électorales de la Mission onusienne à un individu dont les moyens intellectuels sont sujets à caution et qui n'est nullement au niveau des enjeux électoraux centrafricains ?

Il est évident que les dirigeants de la Minusca ne souhaitent pas aider la République centrafricaine à tout faire pour que les prochains scrutins se déroulent dans la paix, c'est-à-dire dans la transparence et l'équité. C'est d'ailleurs tout le sens du projet de modification du Code électoral soumis à l'Assemblée nationale et dont Arsène Gbaguidi se targue d'être le principal instigateur.

Évoquer ce personnage haut en couleurs, c'est toucher du doigt les tristes réalités du recrutement au sein de la Minusca. Avec un tel degré d'imposture, on comprend pourquoi la Minusca passe pour être la seule Mission onusienne au monde qui marche sur la tête.

Malheureusement, quand on veut s'intéresser à ces pratiques en cours au sein de la Mission, ses responsables tempêtent, remuent ciel et terre, contactent certaines représentations diplomatiques ou alors certains leaders politiques pour faire des amalgames, crier au scandale et tenter de nous faire taire. Au lieu de répondre à la série de questions que nous avons envoyée à la fois à Mankeur Ndiaye, à son adjointe Denise Brown ou à Arsène Gbaguidi lui-même, les dirigeants de la Minusca ont préféré utiliser des méthodes peu démocratiques pour obtenir notre silence. Qu'ils se rassurent : nous n'avons à recevoir ni injonction, encore moins à subir une pression amicale ou fraternelle de certains de nos proches. Pour la simple et bonne raison que nous ne nous mêlons pas de leurs affaires, sans compter que la liberté d'expression, la liberté de la presse sont garanties par la Constitution du 30 mars 2016. Et en vrais hommes d'État, ils le savent.